

Le 14 juillet 2009

Monsieur le Président, cher Jacques,

Tu nous as invités, il y a quelques semaines, à te fournir des bilans individuels par élus. Certains d'entre nous l'ont déjà fait, d'autres y travaillent. Les appréciations des uns et des autres pourront, bien entendu, présenter des différences, selon le vécu de chacun et l'expérience qu'il, ou elle, a eue de sa relation avec l'institution dans le cadre de la mission confiée et de l'espoir de réalisation qu'il, ou elle, en avait.

Nous tirons cependant collectivement un certain nombre d'enseignements de ces quelques années de travail commun au sein de la majorité que tu conduis.

Certains constats sont très positifs alors que d'autres laissent apparaître des difficultés ou des complexités dans la mise en œuvre et la conduite des politiques souhaitées.

De manière générale, les objectifs, tels que fixés dans l'accord programmatique, sont atteints, ou en cours de réalisation, voire dépassés. C'est le cas notamment de la formation professionnelle, ce qui a permis, par exemple, d'engager plus efficacement les mesures du plan de crise. Nous nous en félicitons. Certains projets ont pris une autre direction, c'est le cas de l'Agence de l'Energie et du Cluster. D'autres n'ont pas encore pris suffisamment d'ampleur ; c'est le cas, par exemple, de l'engagement sur la question de la santé environnementale ou l'application de l'éco-conditionnalité des aides économiques (alors qu'elle commence à exister dans d'autres domaines). Le soutien à la reconversion s'est accéléré avec la crise. Cette dernière s'avère ainsi être une opportunité pour s'engager réellement dans la direction que nous avons proposée aux ligériens en 2004.

Concernant le fonctionnement institutionnel :

Les remarques que nous nous permettrons de faire, qu'elles soient positives ou plus réservées, nous semblent devoir être prises en compte, notamment dans la perspective d'un futur mandat où socialistes, communistes et écologistes seraient de nouveau amenés à travailler ensemble.

Au titre des éléments positifs, il faut affirmer que les lettres de mission ont été appréciées comme un appui essentiel pour nous guider et nous responsabiliser dans nos missions d'élus. Nous tenions à te le faire savoir, même si cette délégation est encore, dans certains cas, difficile à faire respecter par l'administration.

L'accompagnement des nouveaux élus en début de mandat nous semble aujourd'hui incontournable. Cet accompagnement au cours des premiers mois doit permettre à chacun de prendre connaissance du fonctionnement institutionnel régional, du rôle de chacune des parties : présidence, cabinet, commissions, DGS, statuts (présidence de commission, VP...). Cette première information est indispensable, même si tout au long du mandat, il est bien du rôle des attachés de groupe d'assister les élus et de faciliter les contacts avec les Services et le Cabinet, et ainsi de favoriser les transversalités.

Un autre élément de fonctionnement nous paraît fondamental, il s'agit des réunions de « commission majo », qui permettent aux élus de la majorité de discuter pendant une journée – ou une demi-journée répétée à plus grande fréquence – sur les politiques à mettre en œuvre concernant leur commission sectorielle. Il s'agit là d'un moment essentiel qui permet le débat et qui a le mérite d'associer chacun à l'élaboration des décisions et à la circulation de l'information. Les élus de notre groupe membre d'une commission dans laquelle le Président avait institué ce fonctionnement s'en sont grandement félicités, les autres l'ont fortement regretté.

Au titre des éléments plus négatifs :

Nous avons éprouvé des difficultés à établir des règles claires et équilibrées d'échanges et d'information avec les directions. Il semble que cela soit partagé par l'ensemble des élus. La circulation aléatoire et souvent peu anticipée de l'information freine grandement la capacité d'implication des élus. Il arrive trop souvent que le travail technique des services soit mis en œuvre en amont de l'orientation et de la validation politique, destituant l'élu de sa fonction de maîtrise politique. Nous ne remettons pas ici en cause le travail des services ; nous interrogeons au contraire les règles établies de fonctionnement entre les élus, les Présidents de commission et les Directeurs. Ce fonctionnement mériterait sans doute d'être évalué et sensiblement réorienté.

Nous regrettons, par ailleurs, que les fonctionnements antérieurs « en tuyau d'orgue » n'aient pas pu être suffisamment dépassés afin d'établir des transversalités et un travail inter-commission à chaque fois que nécessaire. Certaines commissions ont pu porter des dossiers communs comme la Commission Education et la Commission de la Formation Professionnelle. Mais cela a traduit une claire volonté politique de ta part et des deux Présidents de commission : les fonctionnements antérieurs ont été stoppés et la D3C a accompagné cette mutation. Par contre, la coordination entre le Développement économique et la Formation professionnelle et l'Apprentissage a fait nettement défaut.

En ce qui concerne les représentations extérieures, il nous semble que les Conseils d'Administration des lycées représentent un enjeu à ne pas négliger. C'est une « caisse de résonance » des politiques régionales qui touchent à la fois les administrations des lycées, les équipes professorales, les agents de la Région, les élèves et les parents d'élèves, et ce dans plus de 350 établissements. Or nous faisons le constat que certains lycées, en particulier des grands lycées de centre-ville, ont été privés de représentant du Conseil Régional pendant toute la durée du mandat, à cause du manque de disponibilité du représentant désigné et de la non information de son suppléant. Il nous semble que cet enjeu mérite une vraie préparation.

Ce mandat demeure cependant constructif. La Région a réalisé de vrais progrès face aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques. Malgré la période de turbulence que nous vivons, le Conseil maintient le cap. Mais c'est aussi le moment d'être ambitieux et d'aller plus loin, comme nous le proposons depuis plusieurs mois. Aussi, pour faciliter l'action de notre majorité il aurait été souhaitable que l'équilibre politique soit mieux assuré au sein du cabinet grâce à une représentation de notre groupe.

Dans l'optique d'une future collaboration, il nous semble ainsi important de préparer l'accompagnement des futurs nouveaux élus, de réfléchir et travailler au décloisonnement des commissions sectorielles même si celles-ci ont évidemment toute leur pertinence pour piloter efficacement nos principales politiques, de réfléchir également à une meilleure circulation de l'information et des échanges afin que chacun puisse plus facilement prendre ses responsabilités et assumer pleinement sa fonction.

Nous espérons par cette contribution éclairer les bilans individuels et permettre une réflexion sur l'amélioration du fonctionnement institutionnel et ainsi la mise en œuvre assumée des orientations politiques élaborées par les commissions.

Nous te remercions de ton attention et te prions de croire, cher Jacques, en l'assurance de notre considération respectueuse et cordiale.

Pour le groupe des Verts,

Olivier Bulard